

## Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2013





**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dette financière de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -80,83 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2013 s'élève à -80,83 Md € contre -84,95 Md € à fin septembre 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse

des recettes (+10,37 Md €) en partie compensée par une augmentation des dépenses du budget général (+5,60 Md €). Le solde des comptes spéciaux régresse de 0,65 Md € par rapport à l'an passé.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 222,77 Md €

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 4,82 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,14 Md € dont 3,04 Md € au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Défense** : 2,35 Md € dont 1,75 Md € pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2013 s'élèvent à 222,77 Md € contre 217,17 Md € à fin septembre 2012 à périmètre constant. Cette hausse est essentiellement due aux dépenses de fonctionnement (+6,42 Md € dont 3,26 Md € de dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité et 1,62 Md € d'augmentation de capital de

✓ Mission **Sécurité** : 1,43 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,75 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md € ;

✓ Mission **Egalité des territoires, logement et ville** : 1,06 Md € dont 0,82 Md € au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

la Banque européenne d'investissement) ainsi qu'aux dépenses de personnel (+1,47 Md € dont 2,01 Md € de cotisations et contributions sociales). Par ailleurs, les charges de la dette et les dépenses d'intervention diminuent respectivement de 1,72 Md € et de 0,98 Md € par rapport à l'année dernière.

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 165,89 Md €

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**Impôt sur les sociétés (hors CSB)** : 10,79 Md € (essentiellement dus à l'encaissement du 3<sup>ème</sup> acompte au 15 septembre) ;

**TVA** : 10,62 Md € ;

**Impôt sur le revenu** : 10,42 Md € (notamment dus à l'encaissement du solde au 15 septembre) ;

**Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : 1,60 Md € ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales** : -4,44 Md € ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,66 Md €.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 214,69 Md €

Elles s'élevaient à 200,12 Md € à périmètre constant à fin septembre 2012, soit une augmentation de 14,57 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IS (+4,99 Md €) et l'IR (+3,75 Md €). En outre, on constate la hausse de la TVA (+1,15 Md €) et de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (+1,02 Md €).

On note également l'augmentation des autres impôts directs et taxes assimilées par rapport à 2012 (+3,25 Md €). En effet, l'impôt de solidarité sur la fortune est en hausse de 1,93 Md € par rapport à l'an passé. Les recettes diverses ont également

augmenté (+3,11 Md €) notamment en raison des créations de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués (+1,69 Md € - cf. focus sur l'actualité) et de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance (+0,89 Md €).

Par ailleurs, les recettes de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes baissent de 1,73 Md € sur un an.

### Recettes non fiscales : 8,61 Md €

Les recettes non fiscales à fin septembre 2013 s'élèvent à 8,61 Md € contre 9,04 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique principalement par la baisse des redevances d'usage des fréquences radioélectriques de 1,32 Md € (recette exceptionnelle en 2012 relative à la

procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine) partiellement compensée par la hausse des dividendes et recettes assimilées (+1,10 Md €).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -60,04 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -60,04 Md € à fin septembre 2013 contre -56,18 Md € à fin septembre 2012. Cette évolution est

surtout imputable à la hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 3,36 Md €.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,95 Md €

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,47 Md € et des recettes pour 10,29 Md € (dont 6,09 Md € de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises correspondant au 2<sup>nd</sup> acompte au 15 septembre). Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des recettes pour 1 Md € correspondant aux réductions de capital de la Société de gestion des participations

aéronautiques (0,85 Md €) et de la Société de gestion de garantie et de participations (0,14 Md €). Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 0,75 Md € correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,73 Md € de recettes au titre de l'abondement relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux.

Au 30 septembre 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -23,95 Md € contre -23,30 Md € en septembre 2012.

### Dette financière de l'Etat au 30 septembre : 1 453,92 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 104,43 Md €) et les BTF (émissions nettes de

13,92 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 55,20 Md € depuis le début de l'exercice.



### ☞ La contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés (IS) au titre des montants distribués

Instaurée par la 2<sup>nd</sup>e loi de finances rectificative pour 2012, la contribution additionnelle à l'IS au titre des montants distribués (CMD) vise notamment à mettre en place une fiscalité différenciée des sociétés, selon que celles-ci réinvestissent ou distribuent leurs bénéfices.

Elle s'applique aux personnes morales passibles de l'IS hormis certains organismes de placements collectifs et les petites et moyennes entreprises.

La CMD se calcule par l'application d'un taux de 3 % à l'ensemble des montants distribués. Ces montants correspondent à tous les bénéfices ou produits qui ne sont pas mis en réserve ou incorporés au capital et à toutes les sommes ou valeurs mises à disposition des associés, actionnaires ou porteurs de parts, et non prélevées sur les bénéfices.

Les montants distribués entre sociétés du même groupe fiscal, d'un même groupe bancaire mutualiste ou par des sociétés d'investissements immobiliers cotées ainsi que les distributions payées en actions ou en certificats coopératifs d'investissement sont, sous certaines conditions, exonérés de cette contribution.

La CMD doit être versée spontanément pour son intégralité au comptable public compétent lors du premier versement d'acompte d'IS suivant le mois du versement des montants distribués aux bénéficiaires. Les échéances de CMD sont donc les mêmes que celles de l'IS c'est-à-dire les 15 mars, juin, septembre et décembre.

Au 30 septembre 2013, le montant recouvré est de 1,69 Md €.



	Mois	Cumul à fin septembre		Renvoi Page	
	Septembre	2013	2012 retraité 2012 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>12 781</b>	<b>-80 831</b>	-84 945	-84 959	6
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>19 185</b>	<b>222 769</b>	217 168	217 127	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>29 024</b>	<b>165 885</b>	155 518	155 463	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	10 416	51 324	47 574	47 574	
- IS *	10 789	33 985	28 999	26 992	
- TVA	10 617	100 121	98 976	98 974	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>2 943</b>	<b>-23 947</b>	-23 295	-23 295	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-816</b>	<b>95 335</b>			18
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>7 287</b>	<b>1 453 920</b>			19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	9 509	90 676	89 209	89 488
Dépenses de fonctionnement	1 642	41 270	34 846	34 529
Charges de la dette de l'Etat	226	28 424	30 139	30 139
Dépenses d'investissement	348	8 395	8 176	8 169
Dépenses d'intervention	7 455	51 780	52 760	52 764
Dépenses d'opérations financières	6	1 234	1 041	1 041
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>19 185</b>	<b>222 769</b>	<b>217 168</b>	<b>217 127</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	34 417	214 691	200 115	199 631
Recettes non fiscales	523	8 610	9 039	9 468
Prélèvements sur recettes	-6 093	-60 043	-56 179	-56 179
Fonds de concours	176	2 627	2 543	2 543
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>29 024</b>	<b>165 885</b>	<b>155 518</b>	<b>155 463</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>35 117</b>	<b>225 928</b>	<b>211 697</b>	<b>211 642</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>9 839</b>	<b>-56 884</b>	<b>-61 650</b>	<b>-61 664</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	203	3 962	2 408	2 408
Solde des comptes de concours financiers	2 590	-28 069	-25 676	-25 676
Solde des comptes de commerce	149	118	-92	-92
Solde des comptes d'opérations monétaires	0	-2	-20	-20
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>2 943</b>	<b>-23 947</b>	<b>-23 295</b>	<b>-23 295</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>12 781</b>	<b>-80 831</b>	<b>-84 945</b>	<b>-84 959</b>





	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 509</b>	<b>90 676</b>	<b>89 209</b>	<b>89 488</b>
Rémunérations d'activité	5 422	51 668	52 204	52 311
Cotisations et contributions sociales	4 036	38 422	36 412	36 608
Prestations sociales et allocations diverses	51	586	593	569
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>9 676</b>	<b>132 093</b>	<b>127 959</b>	<b>127 639</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>997</b>	<b>997</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1 642</b>	<b>41 270</b>	<b>34 846</b>	<b>34 529</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 226	20 356	14 643	14 502
Subventions pour charges de service public	416	20 913	20 203	20 027
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>226</b>	<b>28 424</b>	<b>30 139</b>	<b>30 139</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	226	28 424	30 139	30 139
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>348</b>	<b>8 395</b>	<b>8 176</b>	<b>8 169</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	259	7 170	7 041	7 037
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	90	1 225	1 135	1 132
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>7 455</b>	<b>51 780</b>	<b>52 760</b>	<b>52 764</b>
Transferts aux ménages	4 261	21 699	21 308	21 280
Transferts aux entreprises	1 522	8 058	7 882	7 900
Transferts aux collectivités territoriales	312	5 959	6 089	6 082
Transferts aux autres collectivités	1 360	16 061	17 478	17 499
Appels en garantie	0	3	3	3
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>6</b>	<b>1 234</b>	<b>1 041</b>	<b>1 041</b>
Prêts et avances	1	238	164	164
Dotations en fonds propres	5	377	344	344
Dépenses de participations financières	0	618	533	533
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>19 185</b>	<b>222 769</b>	<b>217 168</b>	<b>217 127</b>



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2013		Cumul à fin septembre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>199</b>	<b>286</b>	<b>2 392</b>	<b>2 253</b>	<b>2 204</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	167	218	1 457	1 421	1 305
Diplomatie culturelle et d'influence	13	48	650	552	593
Français à l'étranger et affaires consulaires	18	20	285	280	290
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	16
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>181</b>	<b>193</b>	<b>1 943</b>	<b>1 925</b>	<b>2 043</b>
Administration territoriale	142	137	1 291	1 259	1 209
Vie politique, culturelle et associative	1	1	144	146	321
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	39	55	508	521	513
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)</b>	<b>435</b>	<b>439</b>	<b>2 712</b>	<b>2 614</b>	<b>2 776</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	323	332	1 535	1 486	1 615
Forêt	13	13	264	226	262
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	44	39	383	367	362
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	56	531	536	537
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>48</b>	<b>171</b>	<b>1 689</b>	<b>2 271</b>	<b>2 217</b>
Aide économique et financière au développement	1	62	290	883	876
Solidarité à l'égard des pays en développement	47	109	1 400	1 389	1 341
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>86</b>	<b>87</b>	<b>2 361</b>	<b>2 342</b>	<b>2 435</b>
Liens entre la Nation et son armée	8	7	75	78	75
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	75	72	2 201	2 192	2 289
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	3	7	85	72	71
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>476</b>	<b>450</b>	<b>439</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	29	282	259	253
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	154	152	149
Haut Conseil des finances publiques (1)	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>134</b>	<b>129</b>	<b>1 989</b>	<b>1 789</b>	<b>1 773</b>
Patrimoines	27	24	570	492	457
Création	32	32	627	553	574
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	76	72	792	744	742
<b>DEFENSE</b>	<b>3 822</b>	<b>2 353</b>	<b>27 664</b>	<b>31 412</b>	<b>29 945</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	134	152	1 204	1 435	1 351
Préparation et emploi des forces	1 809	1 745	17 608	18 303	17 878
Soutien de la politique de la défense	249	257	1 856	2 256	2 220
Equippedement des forces	1 630	198	6 995	9 419	8 496
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>62</b>	<b>72</b>	<b>1 154</b>	<b>789</b>	<b>765</b>
Coordination du travail gouvernemental	29	33	713	353	326
Protection des droits et libertés	5	6	53	58	60
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	27	33	389	379	379
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>842</b>	<b>446</b>	<b>7 858</b>	<b>7 320</b>	<b>7 928</b>
Infrastructures et services de transports	550	122	4 022	3 524	4 117
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	10	7	138	112	126
Météorologie	0	0	159	159	152
Paysages, eau et biodiversité (3)	4	7	191	191	192
Information géographique et cartographique	0	0	71	70	71
Prévention des risques	10	7	161	129	146
Energie, climat et après-mines	1	23	496	482	550
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	266	279	2 620	2 654	2 574



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2013		Cumul à fin septembre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>81</b>	<b>114</b>	<b>1 100</b>	<b>1 056</b>	<b>996</b>
Développement des entreprises et du tourisme (3)	35	67	624	584	530
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	34	351	349	340
Stratégie économique et fiscale	13	13	125	124	126
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)</b>	<b>93</b>	<b>1 057</b>	<b>6 392</b>	<b>6 332</b>	<b>6 693</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	64	114	1 091	916	829
Aide à l'accès au logement	2	821	4 585	4 584	5 142
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	27	36	256	450	306
Politique de la ville (3)	0	85	460	381	416
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>226</b>	<b>273</b>	<b>40 506</b>	<b>33 760</b>	<b>30 652</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	226	226	28 424	28 424	30 139
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	3	3	3
Epargne	0	47	678	455	510
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	9 785	3 262	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>4 867</b>	<b>4 815</b>	<b>48 103</b>	<b>47 890</b>	<b>46 826</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 557	1 553	14 158	14 152	13 754
Enseignement scolaire public du second degré	2 361	2 347	22 622	22 595	22 200
Vie de l'élève	262	248	3 300	3 257	2 994
Enseignement privé du premier et du second degrés	443	448	5 425	5 409	5 408
Soutien de la politique de l'éducation nationale	141	146	1 630	1 532	1 506
Enseignement technique agricole	102	74	968	946	964
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>845</b>	<b>866</b>	<b>8 581</b>	<b>8 550</b>	<b>8 604</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	634	641	6 315	6 310	6 359
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	12	12	126	126	141
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	47	49	665	656	640
Facilitation et sécurisation des échanges	137	147	1 262	1 227	1 209
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	10	108	91	111
Fonction publique	1	6	106	140	144
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>50</b>	<b>57</b>	<b>517</b>	<b>434</b>	<b>383</b>
Immigration et asile	44	50	461	393	328
Intégration et accès à la nationalité française	6	7	55	41	55
<b>JUSTICE</b>	<b>489</b>	<b>551</b>	<b>5 267</b>	<b>5 566</b>	<b>5 246</b>
Justice judiciaire	206	221	2 187	2 225	2 125
Administration pénitentiaire	192	234	1 986	2 289	2 115
Protection judiciaire de la jeunesse	62	56	585	554	559
Accès au droit et à la justice	10	12	276	274	274
Conduite et pilotage de la politique de la justice	18	28	227	222	171
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	6	3	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>37</b>	<b>58</b>	<b>911</b>	<b>768</b>	<b>935</b>
Presse	31	0	314	286	288
Livre et industries culturelles	1	1	227	173	176
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	5	56	233	173	330
Action audiovisuelle extérieure	0	0	136	136	141



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2013		Cumul à fin septembre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>60</b>	<b>416</b>	<b>1 733</b>	<b>1 723</b>	<b>1 626</b>
Emploi outre-mer	19	381	1 279	1 266	1 194
Conditions de vie outre-mer	41	35	453	457	432
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>174</b>	<b>181</b>	<b>171</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	13	17	149	161	154
Interventions territoriales de l'Etat	1	5	25	20	17
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>998</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>171</b>	<b>438</b>	<b>21 927</b>	<b>19 966</b>	<b>20 029</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	59	63	10 582	10 587	10 374
Vie étudiante	15	109	2 094	1 602	1 635
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6	225	4 403	3 373	3 798
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 272	954	930
Recherche spatiale	0	0	1 348	1 206	1 190
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1	6	1 270	1 286	964
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	16	18	435	546	717
Recherche duale (civile et militaire)	58	0	176	118	122
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	103	54	62
Enseignement supérieur et recherche agricoles	15	16	244	240	237
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>736</b>	<b>788</b>	<b>5 886</b>	<b>5 603</b>	<b>5 881</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	641	707	3 880	3 808	3 703
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	592	604
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	95	15	1 283	1 203	1 574
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>69</b>	<b>108</b>	<b>2 185</b>	<b>2 135</b>	<b>2 153</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	26	53	558	457	487
Concours financiers aux départements	26	9	429	407	387
Concours financiers aux régions	0	29	853	853	854
Concours spécifiques et administration	16	17	346	419	425
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 194</b>	<b>7 236</b>	<b>64 488</b>	<b>64 485</b>	<b>67 619</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	4 389	4 425	58 160	58 149	61 689
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	2 805	2 811	6 328	6 336	5 930
<b>SANTE</b>	<b>5</b>	<b>177</b>	<b>1 058</b>	<b>1 028</b>	<b>1 129</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	4	510	479	545
Protection maladie	0	173	548	548	584
<b>SECURITE</b>	<b>1 388</b>	<b>1 431</b>	<b>13 384</b>	<b>13 062</b>	<b>12 827</b>
Police nationale	741	750	7 215	6 960	6 825
Gendarmerie nationale	635	672	6 086	6 023	5 937
Sécurité et éducation routières (3)	12	9	83	78	65



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2013		Cumul à fin septembre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>78</b>	<b>58</b>	<b>298</b>	<b>288</b>	<b>302</b>
Intervention des services opérationnels	41	26	199	187	162
Coordination des moyens de secours	37	32	100	101	140
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>88</b>	<b>3 136</b>	<b>12 318</b>	<b>11 820</b>	<b>11 047</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	2	4	367	369	399
Actions en faveur des familles vulnérables	12	21	209	174	162
Handicap et dépendance	4	3 037	10 482	10 131	9 358
Egalité entre les hommes et les femmes	2	2	16	15	12
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	68	73	1 244	1 131	1 116
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>428</b>	<b>413</b>	<b>356</b>
Sport	2	3	219	214	214
Jeunesse et vie associative	5	5	209	200	142
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>596</b>	<b>590</b>	<b>9 691</b>	<b>8 034</b>	<b>7 787</b>
Accès et retour à l'emploi	503	226	5 718	4 092	4 002
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	36	304	3 357	3 328	3 168
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	2	34	48	61
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	58	582	566	556
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>22 946</b>	<b>26 420</b>	<b>296 178</b>	<b>287 254</b>	<b>284 785</b>

(1) programme crée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>11 034</b>	<b>55 932</b>	<b>52 719</b>	<b>52 719</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>1 598</b>	<b>2 922</b>	<b>2 262</b>	<b>4 269</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>11 340</b>	<b>47 009</b>	<b>42 932</b>	<b>40 925</b>
Impôt sur les sociétés	11 118	45 986	42 932	40 925
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	222	1 023	0	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 585</b>	<b>12 367</b>	<b>9 116</b>	<b>9 116</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	36	435	462	462
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	64	3 865	5 597	5 597
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	150	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	23	23
Impôt de solidarité sur la fortune	804	3 690	1 757	1 757
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	79	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	5	100	101	101
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	7	54	114	114
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	20	11	11
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	21	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	3	56	76	76
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	8	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	6	3	3
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	5	82	266	266
Recettes diverses	657	3 799	686	686
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 151</b>	<b>9 992</b>	<b>10 026</b>	<b>10 032</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>13 683</b>	<b>137 556</b>	<b>137 460</b>	<b>137 458</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 262</b>	<b>13 398</b>	<b>13 219</b>	<b>12 731</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	15	381	417	417
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	8	109	128	128
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	12	7	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	62	841	1 129	1 129



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	664	6 204	5 550	5 550
Contribution de sécurité immobilière (1)	38	399	488	0
Autres conventions et actes civils	28	344	355	355
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	20	257	267	267
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	7	88	87	87
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	103	112	112
Timbre unique	26	153	135	135
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	26	285	285	285
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	3	30	29	29
Taxe générale sur les activités polluantes	3	222	221	221
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	22	22	22
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	14	127	128	128
Autres droits et recettes à différents titres	0	7	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	1	263	263
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	37	35	35
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	37	37	37
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	30	30
Taxe de l'aviation civile	0	63	31	31
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	23	23
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	141	1 391	1 431	1 431
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	74	544	572	572
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	29	279	301	301
Prélèvements sur les paris sportifs	12	93	82	82
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	4	43	48	48
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	68	66	66
Taxe sur les transactions financières	55	503	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	20	20
Autres taxes	8	112	336	336
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>41 652</b>	<b>279 175</b>	<b>267 734</b>	<b>267 250</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>34 417</b>	<b>214 691</b>	<b>200 115</b>	<b>199 631</b>

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois	Cumul à fin septembre		
		Septembre	2013	2012 retraité
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>2</b>	<b>4 374</b>	<b>3 277</b>	<b>3 277</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 550	1 058	1 058
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	440	53	53
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	2	2 384	2 166	2 166
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>	<b>96</b>	<b>1 222</b>	<b>2 521</b>	<b>2 521</b>
Revenus du domaine public non militaire	18	180	170	170
Autres revenus du domaine public	3	92	88	88
Revenus du domaine privé	3	34	33	33
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	2	62	1 384	1 384
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	54	818	795	795
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	16	25	40	40
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	11	11	11
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>160</b>	<b>767</b>	<b>823</b>	<b>823</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	43	287	310	310
Autres frais d'assiette et de recouvrement	57	373	380	380
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	56	60	71	71
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	3	40	50	50
Autres recettes diverses	0	7	12	12
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>26</b>	<b>309</b>	<b>345</b>	<b>345</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	161	171	171
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	7	16	16
Intérêts des autres prêts et avances	1	28	32	32
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	19	89	96	96
Autres avances remboursables sous conditions	2	7	5	5
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	7	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	9	11	11





	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>95</b>	<b>519</b>	<b>587</b>	<b>587</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	70	264	341	341
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	9	10	10
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	6	21	21
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	22	227	180	180
Frais de poursuite	1	8	34	34
Frais de justice et d'instance	1	3	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>143</b>	<b>1 419</b>	<b>1 486</b>	<b>1 915</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	41	252	263	263
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	113	100	100
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	41	1	441
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	74	61	61
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	6	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	3	3
Récupération d'indus	3	26	40	29
Recouvrements après admission en non-valeur	13	131	135	135
Divers versements de l'Union européenne	0	39	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	13	3	3
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	24	21	21
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	56	56
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	56	211	637	637
Produits divers	2	32	82	82
Autres produits divers	8	438	65	65
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>523</b>	<b>8 610</b>	<b>9 039</b>	<b>9 468</b>



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-4 438</b>	<b>-41 250</b>	<b>-40 741</b>	<b>-40 741</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 173	-31 978	-31 803	-31 803
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-11	-11	-11
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-12	-3	-3
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-589	-2 939	-2 889	-2 889
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-110	-1 576	-1 476	-1 476
<b>Dotations</b> élu local	0	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-36	-2	-2
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	-2	-2
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementales d'équipement des collèges	-96	-326	-302	-302
<b>Dotations</b> régionales d'équipement scolaire	-104	-661	-609	-609
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-2	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	-3	-64	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-286	-2 548	-2 568	-2 568
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-53	-676	-612	-612
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-6	-50	-44	-44
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-16	-296	-350	-350
<b>Dotations</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-2	-2	-2
<b>Versement</b> complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011	0	-5	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants <sup>(1)</sup>	0	-2	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 656</b>	<b>-18 793</b>	<b>-15 438</b>	<b>-15 438</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-6 093</b>	<b>-60 043</b>	<b>-56 179</b>	<b>-56 179</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	158	2 350	2 314	2 314
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	18	278	229	229
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>176</b>	<b>2 627</b>	<b>2 543</b>	<b>2 543</b>

(1) Ligne créée en 2013



unité : million d'€.

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 290</b>	<b>5 493</b>	<b>49 716</b>	<b>43 188</b>	<b>53 678</b>	<b>45 596</b>	<b>3 962</b>	<b>2 408</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	24	15	199	89	208	178	9	89
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	17	95	716	738	1 126	1 018	409	280
Développement agricole et rural	5	3	93	96	113	110	21	14
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	23	31	239	172	279	273	40	101
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	271	63	672	638	401	575
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	35	7	206	257	289	445	83	188
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	342	0	492	1 028	0	1 320	-492	292
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	599	0	1 006	199	407	199
Participations financières de l'Etat	384	1 000	6 146	868	6 697	574	550	-294
Pensions	4 460	4 340	40 756	39 842	42 965	40 561	2 208	719
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	35	325	280	325	245
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 537</b>	<b>11 127</b>	<b>77 673</b>	<b>68 104</b>	<b>49 604</b>	<b>42 428</b>	<b>-28 069</b>	<b>-25 676</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	150	-15	47	55	-103	70
Avances à l'audiovisuel public	287	113	2 586	2 468	1 307	1 229	-1 279	-1 239
Avances aux collectivités territoriales	7 473	10 286	67 773	64 983	41 136	40 943	-26 636	-24 040
Avances aux organismes de sécurité sociale	751	727	6 845	0	6 779	0	-66	0
Prêts à des Etats étrangers	25	2	297	656	335	201	38	-455
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	23	12	1	0	-22	-12
<b>Comptes de commerce</b>	<b>508</b>	<b>657</b>	<b>32 671</b>	<b>34 944</b>	<b>32 789</b>	<b>34 852</b>	<b>118</b>	<b>-92</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	47	71	598	573	648	556	51	-17
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	17	118	113	117	110	-2	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	151	1 418	1 099	1 569	1 099	151	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	25	7	329	422	409	421	81	-1
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	418	407	30 024	32 589	29 997	32 632	-28	43
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	129	119	0	0	-129	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	4	2	0	0	-4	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	34	27	49	34	15	7
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	0	17	0	0	0	-17	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	0	0	0	-1	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 434</b>	<b>1 683</b>	<b>1 433</b>	<b>1 663</b>	<b>-2</b>	<b>-20</b>
Emission des monnaies métalliques	0	0	132	128	180	189	48	61
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	1 290	1 542	1 246	1 457	-44	-85
Pertes et bénéfices de change	0	0	12	13	7	17	-6	4
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>14 335</b>	<b>17 277</b>	<b>161 495</b>	<b>147 919</b>	<b>137 504</b>	<b>124 539</b>	<b>-23 991</b>	<b>-23 380</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 335</b>	<b>17 277</b>	<b>160 205</b>	<b>146 377</b>	<b>136 258</b>	<b>123 082</b>	<b>-23 947</b>	<b>-23 295</b>

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2013
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	353	109	461
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	0	2
	Autres organismes à caractère financier	201	62	262
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>565</b>	<b>170</b>	<b>736</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 425	-336	1 089
	Départements	5 029	-1 826	3 203
	Communes	20 110	-2 174	17 936
	Hôpitaux	4 252	237	4 489
	HLM	412	37	449
	Autres CEPL	19 793	-843	18 949
	<b>Total CEPL</b>	<b>51 021</b>	<b>-4 907</b>	<b>46 115</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-640	10 221
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-105	2 256
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	1 210	3 215	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	106	762	
<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>15 883</b>	<b>572</b>	<b>16 454</b>	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 141</b>	<b>-4 114</b>	<b>11 026</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>148</b>	<b>1 835</b>	<b>1 983</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	87	-15	72	
GIP	406	98	505	
EPLÉ	1 911	465	2 376	
Autres correspondants	11 271	595	11 866	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-87	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 763</b>	<b>1 056</b>	<b>14 819</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>96 521</b>	<b>-5 388</b>	<b>91 133</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>1 103</b>	<b>-443</b>	<b>660</b>
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>1 908</b>	<b>1 634</b>	<b>3 542</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>4</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>3 015</b>	<b>1 187</b>	<b>4 202</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>99 536</b>	<b>-4 201</b>	<b>95 336</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>99 536</b>	<b>-4 200</b>	<b>95 335</b>



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2013
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 386 154</b>	<b>63 153</b>	<b>1 449 307</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	104 433	1 054 172
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	109 418	896 402
- <i>taux variable</i>	142 413	-2 606	139 807
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-55 199	214 616
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-56 040	203 473
- <i>taux variable</i>	9 906	807	10 713
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	13 919	180 519
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>235</b>	<b>-3</b>	<b>232</b>
Dettes exigibles	235	-3	232
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-3	232
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 796</b>	<b>-1 415</b>	<b>4 381</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 392 185</b>	<b>61 735</b>	<b>1 453 920</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.